

## DISCOURS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - FÊTE DU 1er MAI (BREST)

Mes chers camarades, mes chers amis

Tout d'abord, au nom de la section du PCF Brest, des élus communistes de Brest métropole et des amis de l'Humanité, je tiens à remercier le Patronage Laïque Municipal de Lambézellec pour son accueil.

Un grand merci également aux bénévoles qui rendent possible la tenue de notre fête du 1er mai et qui permettent sa réussite chaque année.

Je veux aussi saluer la présence ici parmi nous de syndicalistes et de membres des forces politiques de gauche de notre ville et de notre métropole.

Un grand merci enfin aux associations d'avoir répondu une nouvelle fois à notre invitation cette année.

Nous partageons avec elles ces mêmes valeurs de progrès social et écologique, d'humanité, de fraternité et de solidarité.

Je souhaiterais lancer cette fête du 1er mai en rendant hommage à Julien Lauprêtre, Président du Secours populaire français, qui a nous quitté la semaine dernière à l'âge de 93 ans.

Julien Lauprêtre s'en est allé et c'est une immense perte pour nous tous.

Il laisse derrière lui une vie entièrement consacrée et dédiée à la défense des plus modestes, à la lutte contre les injustices, au développement des idées de solidarité et d'humanité, si essentielles à la société à laquelle nous aspirons.

Également membre du comité central du Parti Communiste Français pendant une trentaine d'années, Julien Lauprêtre aimait rappeler la complémentarité entre action politique et engagement associatif.

Je le cite : « Nous tenons les deux bouts de la chaîne : la solidarité populaire, indispensable pour la sauvegarde d'urgence des personnes, et l'action pour que les pouvoirs publics prennent les mesures visant à supprimer les causes de la pauvreté »

Au nom de la section de Brest du PCF, je veux donc adresser nos pensées les plus chaleureuses et les plus fraternelles au Secours Populaire Français, à ses adhérents, à ses bénévoles, et plus particulièrement à ses militants locaux qui nous font l'honneur de leur présence aujourd'hui.

L'engagement sans faille de Julien continuera d'être une profonde source d'inspiration dans les combats et les luttes que nous menons et que nous mènerons pour conquérir ce que nous, communistes, aimons appeler les « lendemains qui chantent »...

Des combats et des luttes ? Parlons-en justement ! Notre pays est traversé depuis plusieurs mois par un mouvement social aussi inédit qu'historique, mené conjointement par les forces syndicales et le mouvement des gilets jaunes.

Gilets jaunes, mobilisation contre la loi Blanquer, contre la privatisation de nos services publics, marches pour le climat, manifestation des retraités, les luttes se sont multipliées contre le carcan néolibéral que le président et le gouvernement nous imposent.

A l'automne dernier, des citoyens sont massivement sortis dans la rue, ont rejoint les cortèges et les ronds-points, pour réclamer haut et fort le droit à vivre dignement, à être entendus, à être respectés.

En s'invitant dans le débat public de la sorte, ils ont exprimé leur ras le bol de voir la totalité des richesses captées par quelques-uns. Ils ont réclamé de vraies réponses sur des questions de justice sociale et de justice fiscale.

Face à cette colère sociale grandissante, Emmanuel Macron s'est lancé dans un nouvel exercice de style, pour tenter de reprendre la main sur le plan politique.

Et ainsi le Grand débat national est né....

Aujourd'hui, au terme de 4 mois d'enfumage démocratique, le bilan de ce grand débat est sans appel.

Macron n'a répondu sur rien quant aux attentes de nos concitoyens. Que cela soit sur la question des

salaires, du pouvoir d'achat, de la vie chère, de la TVA, du rétablissement de l'ISF, du prix du gasoil, du gaz. Aucune réponse valable. Zéro.

Bien au contraire, ses annonces n'ont fait que confirmer ses choix politiques droitiers, donc profondément inégalitaires et contraires aux intérêts des salariés !

Le pouvoir macronien, c'était la modernité incarnée, porteur d'idées tellement novatrices et intelligentes qu'elles devaient permettre le bonheur de tous en France, même le bonheur des réfractaires qui jusque-là traînaient les godasses, sans doute trop faineants pour traverser la rue et trouver un boulot.

Ce pouvoir est aujourd'hui durablement rejeté par une majorité de nos concitoyens. Les masques sont tombés. L'usurpation d'identité n'aura marché qu'un temps.

L'action du président Macron n'est dédiée qu'aux intérêts de ses amis : les premiers de cordées, les riches : le capital, en somme.

Alors que pendant ce temps-là, les services publics et le peuple sont au pain sec et à l'eau. En faisant la sourde oreille aux revendications populaires, en ignorant et en méprisant des mobilisations inédites, en balayant d'un revers de main les alertes répétées des corps intermédiaires, en dédaignant le secteur associatif, les organismes publics, les élus locaux, Macron aura donc réussi à faire en quelques mois la quasi-unanimité contre lui.

Notons, et c'est là un motif d'espoir, l'important investissement actuel, des citoyens dans la politique au sens large.

Cette arrivée dans le débat public de millions de personnes est le signe d'un besoin de solidarité et de cohésion important, d'un besoin d'engagement.

De manière générale, elle est aussi le signe que le grand chambardement politique que nous avons connu en 2017 est loin d'être achevé.

Dans ce contexte, inédit à plus d'un titre, la gauche a une chance historique de faire avancer ses idées de progrès et de justice à la condition d'être ambitieuse et crédible sur le fond.

Le Parti Communiste Français partage depuis toujours l'essentiel des revendications qui ont été portées au centre des débats ces derniers mois car elles posent la question fondamentale de la répartition des richesses.

Il s'agit pour nous, forces de gauche, de valoriser ces premiers succès de mobilisation, de ne pas laisser le mépris de classe et la réponse répressive les étouffer.

Il s'agit aussi pour nous de rappeler le lien qui unit mobilisations sociales et mobilisations électorales. Pour que ces revendications se transforment en réponses concrètes et utiles au plus grand nombre.

A ce titre, 2019 et 2020 vont constituer des années électorales importantes.

En ce qui concerne les élections européennes, notre liste conduite par Ian Brossat est en ordre de bataille.

Les logiques de concurrence, d'austérité et le tout marché de l'UE actuelle ont des effets dévastateurs dans notre vie de tous les jours : fermeture de services publics, privatisation et dégradation de nos équipements, libéralisation du transport, industrie bradée, stagnation de nos salaires, etc.

Le PCF a toujours combattu la construction capitaliste de l'Europe, celle des traités en vigueur !

Ces traités ont mis en place des politiques d'austérité menées depuis plus de 20 ans avec la complicité de nos gouvernements nationaux.

Pourtant, l'argent coule à flot en Europe.

Près de 3000 milliards d'euros ont été donnés aux banques privées par la Banque Centrale Européenne sans aucune contrepartie.

Près de 1000 milliards d'euros d'évasion et d'optimisation fiscale échappent aux budgets européens chaque année.

Des sommes colossales dont l'économie réelle et les citoyens des pays européens ne voient jamais la couleur.

Autant l'Europe se montre avare en dépenses sociales, autant elle est très généreuse avec les banques privées et peu regardante sur la fiscalité des entreprises !

Ajoutons à cela la montée des courants nationalistes, xénophobes et autoritaires, il y a urgence à agir.

Notre liste porte l'exigence de mettre enfin l'Europe au service non plus de l'argent de quelques-uns mais au service des intérêts du plus grand nombre, afin que chacun puisse vivre dignement. De la même manière, nous ne nous reconnaissons pas dans le discours qui consisterait à effacer le clivage entre la droite et la gauche. Le ni droite ni gauche n'est qu'un miroir aux alouettes. Pour nous, le centre est une droite qui a honte de son nom.

Notre liste est claire quant aux contenus qu'elle porte. C'est une liste de gauche.

Elle défend l'idée d'une autre construction européenne.

Elle défend une Europe conçue pour rapprocher les peuples, pour développer des coopérations à la fois économiques, sociales et écologiques dans une union libre et souveraine.

Elle défend une Europe des gens, une Europe ouverte, une Europe accueillante, qui placent l'Humain et la Planète au premier plan.

Notre liste, composée à 50% d'ouvriers et d'employés, c'est à souligner, compte dans ses rangs l'un des plus jeunes candidats aux élections européennes : Glenn le Saout, notre camarade de Morlaix, étudiant engagé de 20 ans que vous avez rencontré et que vous rencontrerez à nouveau sur l'agglomération brestoise durant cette campagne.

Donc voter pour notre liste, c'est faire élire des personnes qui représentent réellement le peuple, c'est faire rentrer par exemple au Parlement européen une femme ouvrière, Marie-Hélène Bourlard, héroïne du film « Merci Patron ! »

Cette bataille contre les classes dominantes et pour une société plus juste, le PCF la mène bien sûr à tous les niveaux : au niveau européen, au niveau national, mais aussi au niveau local.

A ce titre, nous voyons se profiler les élections municipales de 2020, ça ne vous a pas échappé...

Ces élections vont s'inscrire dans un contexte financièrement contraint pour les collectivités. Les choix politiques de la majorité présidentielle rendent de plus en plus inconfortable la construction de budgets que nous voulons pourtant ambitieux pour le service public local.

Il n'empêche. Nous avons des leviers au niveau local pour répondre aux enjeux qui se présentent à notre société et sur lesquels nos concitoyens attendent des réponses.

Communistes, nous avons le devoir d'ouvrir des perspectives de progrès lors de ces élections.

Notre démarche pour aborder ce temps important de la vie démocratique locale est claire.

La première étape est celle de la construction de notre programme.

Nous avons lancé il y a maintenant 1 mois et demi des réunions thématiques de travail. Elles permettent aux adhérents communistes de participer à la réflexion et à la construction des propositions que nous porterons en vue des élections municipales de 2020.

Puis, avant l'été, nous lancerons une série d'initiatives publiques qui permettront d'enrichir ce projet de programme.

Dès la rentrée scolaire, nous organiserons une nouvelle série de réunions ouvertes, de débats thématiques pour inscrire dans le débat public des sujets qui touchent particulièrement les Brestois dans leur vie quotidienne.

Je pense notamment aux questions de mobilité, de tranquillité urbaine, de participation des habitants, etc.

Plusieurs pistes émergent déjà.

J'en citerai une, particulièrement emblématique et d'actualité. Celle de l'accessibilité du réseau de transports collectifs de Brest Métropole.

L'accessibilité de notre réseau de transports publics est une question importante, enjeu tout à la fois social et écologique.

Elle est une question qui intéresse fortement les Brestoises et les Brestois.

Communistes, nous défendons le droit à la mobilité pour tous. Nous devons donc travailler à rendre ce

droit pleinement effectif.

D'une part, en proposant des dispositifs de tarification solidaires toujours plus aboutis.

Mais aussi, en réfléchissant à la manière de proposer un accès gratuit de plus en plus étendu. Pourquoi ne pas élargir la gratuité pour les jeunes ? Actuellement elle est effective de 0 à 6 ans. Ne peut-on pas imaginer une gratuité allant de 0 à 26 ans ?

Au-delà du caractère globalement social et écologique de ce type de mesure, nous estimons par ailleurs qu'elle pourrait avoir de nombreux effets bénéfiques pour notre agglomération.

Nous pensons entre autres à la vitalité de notre centre-ville et de ses commerces, à l'attractivité de notre université, à la fréquentation de nos équipements, etc.

Agir sur ce levier de la gratuité nous semble aujourd'hui un bon moyen pour répondre à la fois à l'enjeu social et à l'enjeu écologique auxquels notre société fait face et sur lesquels les citoyens attendent des réponses.

Nous souhaitons donc installer cette question dans le débat public des prochains mois. Nous avons d'ailleurs déjà commencé à le faire.

Cela, afin de permettre une réflexion éclairée au sein de la population. Chiffres à l'appui. Car bien sûr, tout ça a un coût, tout ça demande un financement.

Mais c'est la volonté politique et elle seule qui peut faire bouger les choses, enclencher le mouvement, orienter les finances dans telle ou telle direction.

Sans automatiquement avoir recours à l'augmentation de la pression fiscale sur nos concitoyens.

Bien entendu, d'autres propositions émergeront de nos échanges et seront inscrites à notre programme.

C'est munis de ce programme et sur la base de ses propositions que nous aurons, à l'automne, des temps d'échanges avec toutes les forces politiques de gauche de notre territoire.

Avec celles qui composent la majorité municipale actuelle, mais pas uniquement...

Suite à ces différents temps d'échanges, nous réaliserons un bilan collectif de l'avancée de nos propositions, de l'intérêt qu'elles suscitent chez nos éventuels partenaires de la campagne municipale à venir.

Nous, adhérentes et adhérents communistes, déciderons alors souverainement.

Nous déciderons de la voie la plus efficace pour porter les propositions de notre programme lors de ces prochaines élections municipales.

A l'heure où le nouveau monde à la Macron a déjà des allures d'**ancien régime**, je voudrais conclure ce discours en rappelant que notre aspiration à une gauche rassemblée ne sera jamais une vieille idée, et surtout jamais une idée vaine.

C'est bien pour cette raison que le PCF a toujours travaillé au rassemblement le plus large possible à gauche. Il continuera de le faire. Mais ce rassemblement que nous appelons de nos vœux ne peut pas, ne doit pas être un rassemblement hégémonique. Chacune de ses composantes doit être respectée, entendue, car riche de son originalité, de son identité...

Ceci, et j'en finirai là, demeurera toujours à nos yeux le meilleur moyen de l'emporter face à la droite sous toutes ses formes, le meilleur moyen de transformer durablement la société dans le sens de nos idées de progrès et de justice sociale.

Mesdames et messieurs, camarades, je vous remercie.